

Renaissance de « l'économie de la Palestine »

Description

Par Raja Khalidi, le 24 mai 2021



Des travailleurs palestiniens de la ville cisjordanienne de Hebron transportent leurs affaires personnelles à l'approche du checkpoint de Tarqumiya pour passer en Israël, 18 mars 2020 via Flash90, Wisam Hashlamoun

Hyperbole mise à part, les événements des dernières semaines ici en Palestine ont indiqué à eux-seuls une possibilité d'imaginer de nouveau des perspectives unitaires et de point de vue politiques palestiniens, une résistance efficace en Israël et un récit nouveau sur le sens de la libération à l'intention d'une génération de Palestiniens plus jeunes, un récit qui ait une résonance parmi leurs compatriotes et leurs soutiens à l'échelle mondiale. Une fois que la poussière de cette toute dernière bataille se sera déposée, le système politique palestinien aura besoin de tirer les leçons les plus précieuses pour se préparer à de futures phases d'une confrontation coordonnée. L'avance de la politique palestinienne, en particulier, ne peut que bénéficier du potentiel de la mobilisation de masse et d'action cohérente, coordonnée qui est apparue du domaine du possible. Le fait que la dernière lutte a replacé 1948 dans toutes ses dimensions politiques, sociales et géographiques au centre de l'attention, suggère qu'en ce moment c'est toute la Palestine qui est en jeu, non seulement Gaza ou Jérusalem ou Ramallah mais aussi Jaffa et Haifa et le *shatat*.

Les événements récents ont aussi été un défi à un postulat de base du narratif colonial qui a donné forme à l'économie du peuple palestinien depuis 1948, en le divisant et en le dominant par la domination géographique sur les ressources, les marchés, le capital et des régimes juridiques différenciés. À ce jour, cette politique a aussi réduit ce qui fut un jour l'économie arabe cohérente et contiguë de la Palestine mandataire à une économie de canton, alors qu'elle était une partie de « l'économie à duale » de la Palestine du Mandat britannique. Aujourd'hui, toutes ses différentes composantes sont « super dépendantes » de la métropole israélienne. Pour autant, le potentiel de recadrage, révélé par ce moment de la lutte politique palestinienne, en portant le regard sur l'entièreté de la Palestine, implique un besoin non moins urgent de reconsidérer l'ensemble du poids « de l'économie arabe » dans l'équilibre économique du pouvoir avec Israël et dans son économie.

La dépendance de l'économie arabe vis-à-vis de la métropole israélienne

La plupart des récits sur le « système » économique palestinien établissent encore un contraste entre l'économie palestinienne (à l'intérieur des frontières de la Cisjordanie et de la bande de Gaza établies en 1967) et une économie israélienne. La réalité sur le terrain,

cependant, et les dynamiques qui sous-tendent les relations entre la macro-économie juive israélienne dominante et la micro-économie arabe palestinienne (ou les marchés) qui sont dans son orbite, font au contraire apparaître au niveau de l'économie nationale une version spatiale au 21^{ème} siècle d'un syndrome de dépendance centre-périphérie.

Les idées reçues continuent à délimiter l'économie palestinienne dans : l'économie d'archipel sous juridiction de l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP) en Cisjordanie ; l'économie déchirée par la guerre (encore plus maintenant) de Gaza ; et l'économie palestinienne de Jérusalem Est annexée par Israël en 1967. Symboliquement, toutes les parties des territoires occupés étaient destinées à un seul État palestinien, ces fragments étant supposés en quelque sorte pouvoir être reconstitués en une seule entité dans le scénario idyllique d'une solution à deux États, constituant une seule économie nationale palestinienne coexistant avec celle d'Israël. C'est un cas classique de théorie erronée masquant et perpétuant un processus brutal développé rapidement depuis avant 1948, soit dans l'avancée de la construction du projet d'État juif sur tout le territoire de la Palestine, réduisant l'espace et les perspectives de la construction d'un État arabe où que ce soit en Palestine.

Par une cruelle torsion de l'histoire, la partie de la résolution 181 de partition de 1947 concernant l'établissement d'un État juif a été pleinement mise en œuvre, même si ce fut accidentellement. En revanche, l'horizon politique pour un État arabe palestinien émergeant dans l'esprit, beaucoup moins dans les frontières, de cette résolution est inexistant. Pour ajouter l'ironie à la tragédie, un autre aspect de cette résolution oubliée est devenu réalité, bien qu'il n'ait jamais eu d'accord politique son sujet : alors que la terre de Palestine devrait être répartie en deux États, il ne devrait pas en être de même de l'économie duale juive-arabe qui existait avant 1948. Dans la partition de l'ONU, les deux États devaient maintenir une « union économique » conçue en 1948 dans l'intention de fournir une croissance mutuelle et des avantages en termes de développement après l'indépendance.

En fait, depuis 1967, le droit, les régimes, les politiques publiques et les normes israéliens constituent le pouvoir souverain prépondérant sur l'économie, le commerce et la finance dans tout le territoire de l'État et des TPO, même dans Gaza isolée. N'importe quelle exception à ce cadre accordée à l'ANP est limitée et de nature administrative. L'union n'est pas seulement *de facto* depuis les 25 années des accords d'Oslo et le Protocole économique de Paris a aussi créé une « période d'intégration » effectivement maintenue en vie par toutes les parties. Avec les colonies israéliennes dans les TPO, pleinement intégrées à l'économie juive israélienne, on peut défendre l'idée que l'union économique israélo-palestinienne est aujourd'hui *de jure* d'un point de vue israélien au moins, des deux côtés de ce qui reste de la Ligne Verte de l'armistice de 1949, au tracé très peu visible, qui s'efface de plus en plus.

La réalité sur le terrain et dans le régime juridico-politique peut aujourd'hui démentir autant le concept de « dualité économique juivo-arabe » du Mandat que le mantra du processus de paix de « deux États et deux économies pour deux peuples ». Mais le focus sur une économie palestinienne dans les TPO et ses « relations » avec Israël n'égale autre chose de non moindre signification pour le système économique palestinien réel. Le côté du peuple palestinien en exil qui totalise plus de sept millions de personnes, les Palestiniens vivant en Cisjordanie et à Gaza ne

sont pas les seuls Arabes dans cette union économique israélo-palestinienne alors que les planificateurs d'Éretz Israël voient ces territoires comme le seul espace de la présence démographique et économique arabe dans leur monde. Les Arabes palestiniens qui sont restés dans leurs villages dans les lignes de l'armistice de 1949 sont devenus des citoyens israéliens et leur nombre est aujourd'hui de 1,7 millions, soit près de 20% de la population israélienne. À toutes fins pratiques, cet espace palestinien en Israël constitue encore un autre fragment (arabe) d'unité, d'origine et d'existence, de l'ancienne « économie duelle » de Palestine.

La situation d'ensemble : le « système économique » palestinien réel

À l'avenir, toute stratégie visant à pousser le développement économique à renforcer sa position dans une lutte pour la libération nationale et pour briser le système de dépendance urbaine doit inclure cet atout inexploité de « l'économie arabe » en Israël. Des impératifs politiques et le politiquement correct peuvent bien continuer à dicter les contours d'une hypothétique économie, pour un État palestinien inaccessible en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Quoi qu'il en soit, la réalité de « l'économie arabe » de la Palestine de 1948, endurante mais ébranlée, et l'expérience du rétablissement, depuis lors, de liens palestiniens politiques, sociaux et économiques en dépit des frontières, de la diaspora et des statuts différents, dictent ensemble une autre histoire.

Mon récit alternatif avance qu'il reste bien une « économie arabe » dans le territoire historique de la Palestine. Deux modèles économiques distincts coexistent dans ce territoire mais sans prétendre aucunement à la parité ou au rattrapage. L'un des deux modèles est celui de l'économie juive de l'État d'Israël : elle est prédominante, mondialisée, industrialisée, financiarisée, technologisée. À côté, une « économie arabe régionale » a survécu de la Galilée au Nakab, au sein de l'enveloppe israélienne économique, sécuritaire, coloniale. La colonisation sioniste a évidemment interrompu la trajectoire de son développement depuis avant 1948 tandis que la géopolitique et la mondialisation ont encore déformé sa structure et affaibli ses perspectives autonomes. Mais c'est une réalité.

L'économie arabe d'aujourd'hui n'est pas homogène ; elle a des difficultés à se connecter et en réalité elle ne constitue pas une entité cohérente, la différence de sa contrepartie juive ; elle n'est donc pas l'autre partie d'un modèle dualiste disparu et trompeur, ni même un membre d'une véritable union économique. Elle n'est ni post agricole ni industrielle ; ce n'est pas une économie de services ni une économie d'exportation. Au contraire, le processus habituel de transformation structurelle de l'économie est déformé ou pris dans la toile d'intrigues associées à la persistance de la construction étatique israélienne et du projet de colonisation, ainsi qu'aux impacts dégradants de l'expansion capitaliste débridée aux niveaux local, régional et mondial. Mais le choc causé aux périphéries palestiniennes par la confrontation coloniale et une exposition sans protection et inégale à la libéralisation, à la privatisation, à la mondialisation et à la financiarisation ont constamment entravé le potentiel du développement économique palestinien.

Ainsi, l'économie palestinienne peut au contraire être perçue comme constituée de différentes régions centrales arabes divergentes au sein de l'union économique imposée et inégale avec l'économie (juive) israélienne. Malgré l'usure ou la stagnation de l'économie, elles ont résisté à la logique absolument exclusive de l'invasion coloniale par

des moyens démographiques ou politiques. Ce sont les restes de l'économie arabe indigène de Palestine à quatre (sinon plus) enclaves économiques non contiguës, éparpillées du fleuve à la mer sous la souveraineté de l'État d'Israël :

- La Cisjordanie : variations du modèle de l'économie de marché libre :
 - Ramallah à gouvernance néo-libérale sans souveraineté
 - Hébron : le moteur industriel de la Palestine
 - La zone C : sujette à la règle militaire israélienne directe
 - Le corridor nord de la Cisjordanie vers la Galilée arabe en Israël
- Jérusalem Est : une histoire d'annexion, d'isolement et de désintégration
- La bande de Gaza : néolibéralisme islamique tué par le siège et la guerre
- Les régions arabes en Israël, l'hinterland de l'économie arabe de la Palestine.

Chacune de ces enclaves économiques est sur la voie de la dépendance ou de l'autonomie en relation avec l'économie de la métropole israélienne, après avoir perdu la contiguïté historique qui les aurait maintenues ensemble dans le scénario dualiste d'une union économique équilibrée. Chacune est périphérique au centre juif, malgré son utilité permanente pour l'extraction de ressources à différents niveaux. Chacune est périphérique aux économies régionale (MENA) et mondiale. Chacune est liée à l'économie nationale israélienne juive pour le commerce extérieur, et pour accéder au financement et à d'autres ressources. Chacune a été séparée des autres par la force en 1948, reconnectée en 1967 et totalement unifiée en 1994 puis brutalement séparée depuis 2000 et seulement reconnectée dans les années récentes.

Aujourd'hui, l'ensemble de ces régions compte pour environ 12% du revenu national global dans l'orbite de l'économie juive israélienne, en comparaison des 48% d'avant 1948. C'est la réalité du « non-système » économique palestinien en Palestine aujourd'hui, tant sur la carte que dans le monde des décisions politiques. Tout comme les planificateurs économiques israéliens voyaient, jusqu'aux années 1990, dans la Cisjordanie et la bande de Gaza un marché captif lucratif assujéti aux prérequis nationaux, de la même façon les décideurs politiques actuels voient l'absorption de l'économie et de la force de travail arabes en Israël comme essentielle pour dynamiser la future croissance économique israélienne.

Quelle économie palestinienne pour quel État ?

Parmi les échecs des experts universitaires et politiques de l'économie palestinienne, au-dessus de la perpétuation du mythe dualiste, on trouve la facilité avec laquelle ils se sont engagés, au cours des deux dernières décennies, dans la « programmation » d'un État de Palestine qu'on attend toujours. Cela reposait essentiellement sur la « présumption » qu'Israël se prépara aussi à l'avènement de ce jour, ce qui ne semble pas être le cas. Les nombreux échecs, schémas, plans, modèles, accords fictifs, lois, politiques et stratégies de développement conçus et publiés depuis Oslo pour l'économie du « futur État palestinien » ont tous au moins trois caractéristiques communes. Aucun d'eux n'a rapproché d'un pas le peuple palestinien de l'indépendance ; nombreux sont ceux qui sont basés sur une interprétation douteuse de théories économiques, de limites dépourvues de

sens et de présumptions politiques utopiques ; et, la planification et la politique israéliennes n'ont guère pris en compte un seul. Ce sont de dures vérités qui doivent être appréciables dans la formulation d'un projet d'économie palestinienne qui soit cohérent avec les objectifs politiques nationaux, solidaire dans sa capacité à résister aux chocs et pressions externes et viable en matière de réponse aux besoins de développement du peuple palestinien.

La voie de désintégration qui est désormais devenue évidente entre les régions arabes connectées ne s'inversera pas sous le seul effet des forces du marché en faveur de l'unité économique palestinienne au sein, plus largement, de l'union économique israélienne. Les obstacles politiques à l'élaboration d'un programme de développement économique pan-palestinien sont importants, la bataille récente n'a fait que montrer la voie pour aller de l'avant, mais la division politique palestinienne interne demeure vive. De plus, des confrontations renouvelées dans la Jérusalem arabe ont rehaussé l'importance vitale pour la survie de l'économie locale, de maintenir le flux de consommateurs palestiniens d'Israël, alors que les échanges transfrontaliers entre la Cisjordanie et les Palestiniens d'Israël à un milliard de dollars (800 millions à ?-) annuellement, sont fortement sensibles aux mesures de sécurité israéliennes.

Même en l'absence de tels chocs externes, les différents canaux d'échange inégal et dépendant entre les régions arabes et la métropole israélienne ne sont pas conduites dans la perspective d'une croissance soutenue et d'une réelle prospérité ou des gains de développement pour les régions palestiniennes plus faibles et isolées. On peut ainsi conclure que dans le cadre d'un tel scénario de stase politique et de gains minimes ou de confrontation et de punition collective économique, le processus d'incorporation sans intégration qui caractérise les relations entre les Palestiniens en Israël et l'économie israélienne va s'approfondir et être renforcé structurellement pour toutes les régions économiques palestiniennes sous souveraineté israélienne.

Dans une perspective aussi lugubre, la résistance de l'économie arabe palestinienne autochtone à la judaïsation de la terre et à la sionisation du système de gouvernance ne peut pas être installée effectivement d'une manière soutenable ou organisée, tant que les divisions politiques affaiblissent le potentiel d'action de masse unifiée et coordonnée à travers la Palestine. Dès l'apparition, dans les récents événements, d'espérances réalistes que l'unité politique puisse générer une unité économique.

Jusqu'en 2021, le narratif sur la paix économique et la qualité de vie était présent comme la seule option restant aux Arabes palestiniens, dans les territoires occupés comme en Israël, en particulier dans le sillage de l'ère désastreuse Trump-Netanyahu. L'équilibre, jusqu'alors incontesté, des forces commerciales, de la finance et du capital ont pu créer des liens et des marchés transnationaux tandis que les différents intérêts palestiniens pour la sécurité de l'économie nationale sont effacés. Dans ce scénario pré-2021, les intérêts commerciaux mutuels palestino-israéliens ainsi que la cooptation et la collaboration deviennent la norme plutôt que l'exception.

Ce type de résultat n'est pas aussi peu probable qu'on pourrait souhaiter le croire. Une telle coexistence à l'ombre du régime colonial se réalise chaque jour en plusieurs points de contact économiques israélo-palestiniens. La réalité de l'enchevêtrement économique israélo-

palestinien est tellement omniprésente et profondément ancrée qu'il faudrait une révolution de la rue et des esprits pour réaliser une séparation complète ou au moins lâgalité. Aussi, les perspectives de deux économies séparées, indépendantes, apparaissent aujourd'hui encore plus éloignées que celles de deux États séparés, indépendants.

Pour autant, lâémergence d'un nouveau mouvement populaire palestinien résistant à la domination coloniale sioniste, fondé sur un programme commun d'égalié des droits civils, humains, culturels et économiques pour tous les Arabes palestiniens comme ceux dont jouissent déjà les Juifs israéliens a soudain démontré que des décennies de sagesse conventionnelle peuvent devoir être reconsidérées. Lâépuisement de la stratégie palestinienne d'engagement dans un processus de paix pour deux États ne menant à aucun État aussi bien que lâexpérience et les aspirations communes à différents segments du peuple palestinien soumis à différents degrés du contrôle colonial israélien, créent les conditions puissantes d'une lutte nouvelle. C'est une lutte qui pourrait bien entraîner une moindre insistance sur un État palestinien et au contraire se centrer sur la justice sociale, les droits politiques et la dignité humaine : une stratégie de résistance économique arabe palestinienne fondée sur une terre et un État pour deux peuples et deux économies.

Si une économie arabe doit encore être émerger en Palestine depuis les périphéries dans lesquelles elle a été reléguée, les leçons de la dépendance résistante, de la promotion de la décolonisation et de lâadoption de stratégies de développement poursuivies avec succès ailleurs dans le monde, devraient être prises en compte. On ne va assister à aucune diminution des besoins fondamentaux. Tout d'abord, les planificateurs de lâANP et les décideurs en politique économique devraient compter sur le plein potentiel économique arabe de Palestine dans la conception et la mise en œuvre de projets de développement.

Des achats transfrontaliers de biens et de services par des Palestiniens d'Israël constituent un apport monétaire majeur aux économies de Cisjordanie et de Jérusalem et devraient être encouragés et institutionnalisés. Les investisseurs et opérateurs touristiques de Jérusalem, Nazareth, Bethléem et Jéricho peuvent faire équipe pour maximiser lâoffre touristique palestinienne. Lâépargne arabe palestinienne dormante en Israël peut devenir productive via des investissements joints dans lâimmobilier, le transport, la logistique et dans lâéconomie digitale. Les employeurs arabes en Israël peuvent engager sous contrat des travailleurs arabes de Cisjordanie pour le travail dans lâéconomie locale, tandis que le capital humain israélien palestinien peut combler certains fossés au niveau le plus haut du marché du travail de Cisjordanie. Lâindustrie légère palestinienne de Cisjordanie (alimentation, meubles, aluminium) a acquis une part croissante sur les marchés locaux et pourrait être exportée vers les marchés arabes en Israël comme substituts aux produits israéliens.

Toutes ces voies nouvelles pour lâactivité palestinienne et la coopération financière dans lâunion économique israélienne sont accessibles, financièrement viables et lucratifs, et faisables au plan égal. Évidemment, lâintransigeance israélienne, le racisme et les impératifs de son projet colonial ont déjà aidé toutes les communautés palestiniennes dispersées à se rassembler dans un moment commun d'identité et de lutte, quelles que soient lâidéologie politique, la géographie, la religion ou la classe. Les conditions matérielles ont rarement été aussi propices à ce que la Palestine se rejoigne en un lieu, un temps et avec un même but. Ces conditions reflètent aussi une présence économique qu'Israël ne peut ignorer et elles

révélent des liens organiques entre des Palestiniens réanimés après tant d'années de rupture.

Source : [Jadaliyya](#)

Traduction SF pour l'Agence média Palestine

Tags

1. Économie
2. Économie de la Palestine
3. Économique
4. Événements
5. finances

date créée

2021/06/03